



PISA : les écarts se creusent !



Les résultats de l'enquête PISA viennent de faire une fois de plus la une de la presse. Nous vous proposons ici la lecture critique que Jacques Liesenborghs (enseignant, directeur, professeur d'école normale, sénateur) fait de cette enquête qui souffle le chaud et le froid sur notre enseignement.



Cet article provient du **blog de Jacques Liesenborghs**
<http://blogs.politique.eu.org/PISA-les-ecarts-se-creusent>

Tous les 3 ans, 3.500 élèves de 15 ans passent des épreuves « externes » en mathématique, science et lecture. Des épreuves conçues par des experts de l'OCDE, soit par **une organisation internationale de développement économique**. C'est donc cette dimension qui domine. Aussi les classements, avec une cotation par points très précise, font les choux gras des médias et polarisent les commentaires. Nos écoles, nos élèves obtiennent-ils la « moyenne » ? Retour au vieux mythe des moyennes qu'on croyait à jamais banni ! Et bien sûr, comment nous situons-nous par rapport à la Flandre ? Cette culture du chiffre, des classements (dits objectifs), des moyennes a de nombreuses limites et elle camoufle les réalités les plus significatives.

Les résultats ? Attendez. Précision que (presque) personne ne souligne : les résultats ne portent que sur une petite partie des missions assignées aux écoles. Si on se réfère au texte de la loi, on aurait envie de dire que **ces épreuves ne touchent pas à l'essentiel** : développer la confiance en soi de tous les enfants, les langages du corps et des arts, l'histoire et les sciences humaines, assurer l'émancipation sociale de tous les élèves, développer l'esprit critique, la pensée autonome, la créativité, ... Redisons-le : l'approche est très limitée. Instrumentale.

Les vainqueurs ? Shanghai (613 points), Singapour (573), Hong-Kong (561), Corée (554), Macao (538), Japon (536), ... Communauté flamande (529). On sait que les enfants des villes et pays d'Asie nommés sont soumis à un drill scolaire et extra-scolaire harassant. Est-ce cela que nous voulons pour nos enfants ? Et pourquoi avoir introduit ces « pays » dans le classement ? Pour nous inviter à nous inspirer de ces modèles de société ? L'OCDE ne le dit pas ouvertement. Mais un de ses bons conseillers, Mac Kinsey, prétend que 40 points-Pisa en plus, cela équivaut à 1% de PIB en sus. Voilà, la route est tracée !

Encourageant ? C'est le qualificatif choisi par la Ministre pour parler des résultats en Fédération Wallonie-Bruxelles (493). Correct si on s'en tient à la moyenne des pays OCDE. Nos écoles et nos élèves sont enfin « dans la moyenne ». Donc en léger progrès. Et comme certains pays voisins (la France en particulier) chutent, notre classement est plus honorable que par le passé. Mais nous savons que les moyennes cachent l'essentiel....

Alarmant ! Car l'essentiel, tant en Flandre qu'en France et en Communauté française, c'est que les écarts se creusent. Entre élèves les plus favorisés et leurs camarades les moins favorisés, l'écart est important et en hausse ! C'est pire encore entre les écoles : un écart de 181 points entre les écoles les plus « performantes » et les moins « performantes ». Un fossé qui confirme, si besoin, **à quel point notre marché scolaire est profondément inégalitaire**. C'est D. Lafontaine (spécialiste du sujet, ULG) qui le dit et l'écrit. Ce n'est hélas pas ce que l'opinion et les politiques retiennent.

Attention ! Si tout n'est donc pas à rejeter dans les résultats de ces enquêtes (obtenus au prix fort), il faut répéter que l'approche de l'OCDE est très réductrice. C'est d'autant plus préoccupant que l'organisation internationale occupe le terrain et qu'elle **impose**, au fil des années, **une approche exclusivement utilitariste des missions de l'école**. Les politiques et les médias y sont très sensibles. Or, on ne peut s'en tenir à cette approche quantitative pour juger un système éducatif. Il faut même aller plus loin et dénoncer cet impérialisme des indicateurs quantitatifs dans notre société. En matière d'enseignement, des **indicateurs qualitatifs** devraient s'attacher à observer dans quelle mesure des missions comme la capacité de travailler en équipe, d'argumenter, de développer une pensée autonome, de créativité, ... sont remplies.

Vigilance. Si les résultats de ces enquêtes deviennent (ou restent) la principale boussole pour orienter nos politiques éducatives, ne parlons plus d'éducation. C'est une entreprise de **formatage au service du marché et de la compétition économique qui se met en place à l'insu de la plupart des citoyens**.

Jacques Liesenborghs – 9 décembre 2013